

PARIS-NORMANDIE 17-6-2008

COLLECTIF. Contre la pollution visuelle et le matraquage publicitaire, les Déboulonneurs ont mené une action samedi.

# Les publiphobes ont frappé



Trois publicités commerciales 4x3 ont été recouvertes deux heures par des bâches où s'affichaient les slogans des Déboulonneurs

C'est un samedi, jour de courses pour de nombreuses familles que le collectif des Déboulonneurs de l'Eure, a choisi pour mener sa quatrième action anti-pub depuis sa création en fin d'année dernière.

Vers 15 heures, au carrefour de la route de Vernon et de la rue Pierre-Brossolette, le collectif a bâché trois grands panneaux publicitaires, sous l'œil des automobilistes de passage, auxquels des tracts ont été distribués, et de la Police qui a pris quelques renseignements, avant de laisser les Déboulonneurs poursuivre leur action. « Nous agissons à visage découvert, nous ne nous cachons ni de la police ni de la

justice, explique François Huvé, adepte de l'action non violente et de la résistance civile. « Aucune dégradation ne sera commise sur ces panneaux, qui vont simplement être recouverts pendant deux heures. »

En lieu et place des messages publicitaires, les slogans du Collectif (Pub = matraquage, la Pub fait de-penser, Ici bientôt un arbre, pub = pollution visuelle...) s'opposent à la vue des passants.

## Une dizaine de collectifs

L'objectif des Déboulonneurs : une dizaine de collectifs sont actifs à travers la France, est d'obtenir une révision de la loi de 1971 sur l'affichage publicitaire

« pour que cessent la pollution visuelle et le matraquage publicitaire qui incite à la surconsommation des ménages, à leur endettement et à d'autres phénomènes comme l'obésité ».

Le collectif souhaite que la taille maximale des affiches soit ramenée à 50x70 cm, limitée à 2m<sup>2</sup> et que la densité des panneaux soit proportionnée à la taille des villes où ils sont implantés.

Les Déboulonneurs rappellent que les communes ont le pouvoir d'agir : « Il existe des règlements locaux de publicité ». Les Déboulonneurs doivent rencontrer Michel Champredon

R.M.

PARIS-NORMANDIE 17-6-2008